



SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE À LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE CAEN

ASSOCIATION MISSION LOCALE DU BESSIN AU VIROIS

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION MISSION LOCALE

DU BOCAGE AU BESSIN

Siège social : Espace Lumière - 4, Boulevard Sadi Carnot

14 400 - BAYEUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

SAS SOFICOM AUDIT

Siège social : PERICENTRE III - 26, avenue de Thiès, 14 076 CAEN

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de CAEN

A l'assemblée générale de l'association Mission Locale du Bocage au Bessin,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DU BOCAGE AU BESSIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables retenues pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre.

Fait à Caen, le 14 mai 2025

SOFICOM AUDIT

Commissaire aux comptes

Thierry LORIAUX

Le Commissaire aux comptes

Signé numériquement par
Nitro Software Belgium NV -
Nitro Sign Premium avec
une tablette de signature
pour le compte de Thierry
LORIAUX
Date : 14/05/2025 10:45:33

ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations incorporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	2 426	2 426		
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		2 426	2 426		
	Immobilisations corporelles	Terrains	48 500		48 500	48 500
		Constructions	436 500	34 489	402 010	419 470
		Inst.techniques, mat.out.industriels	238 017	174 537	63 480	82 811
		Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes					
	TOTAL		723 017	209 027	513 990	550 782
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	215		215	215	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	3 504		3 504	3 504	
TOTAL		3 719		3 719	3 719	
Total I		729 163	211 454	517 709	554 501	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	194 887		194 887	88 857
		TOTAL		194 887		194 887
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	927 776		927 776	972 672
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		20 845		20 845	11 270	
Total II		1 143 510		1 143 510	1 072 801	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 872 674	211 454	1 661 220	1 627 302	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	150 653	150 653
	Fonds propres complémentaires	20 664	20 664
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	127 417	106 000
	Report à nouveau	581 312	602 458
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		78 168	270
Situation nette (sous-total)		958 216	880 047
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		958 216	880 047
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	76 381	144 959
Total II		76 381	144 959
Provisions	Provisions pour risques	3 500	
	Provisions pour charges	104 865	135 995
Total III		108 365	135 995
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	203 922	212 616
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	400	500
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 331	40 114
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	202 535	213 068
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	70 066	
Total IV		518 256	466 299
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 661 220	1 627 302
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	330	140
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	10 641	8 134
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 359 566	1 349 271
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	67 044	39 908
	Utilisations des fonds dédiés	135 139	142 402
	Autres produits		
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		1 572 721	1 539 856
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	283 355	296 500
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	81 254	79 153
	Salaires et traitements	769 856	737 647
	Charges sociales	245 497	227 093
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	46 125	51 160
	Dotations aux provisions	3 500	17 797
	Reports en fonds dédiés	66 562	134 610
	Autres charges	3	2
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 496 154	1 543 963
1. Résultat d'exploitation (I-II)		76 567	-4 106

ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 581	6 401
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	9 581	6 401
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 462	5 587
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	5 462	5 587
2. Résultat financier (III-IV)		4 119	814
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		80 686	-3 292
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	200 100	5 731
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	300	5 731
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		0
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		0
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		300	5 730
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		2 818	2 167
Total des produits (I + III + V)		1 582 603	1 551 989
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 504 435	1 551 719
EXCÉDENT OU DÉFICIT		78 168	270
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Association Mission Locale du
Bocage au Bessin
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31
décembre 2024

Ce rapport contient 17 pages

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
4	Principes et méthodes comptables	4
4.1	Principes généraux	4
4.1.1	Changement de méthode comptable	4
4.1.2	Changements d'estimation	5
4.1.3	Corrections d'erreurs	5
4.2	Déroptions	5
4.3	Principales méthodes comptables	5
5	Informations relatives aux postes du bilan	6
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
5.1.3	Précisions sur d'autres créances	8
5.2	Fonds propres	9
5.2.1	Tableau de variation des Fonds propres	9
5.2.2	Subventions d'investissement	10
5.3	Fonds reportés et dédiés	10
5.3.1	Fonds dédiés	10
5.4	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	11
5.5	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	13
6	Informations relatives au Compte de résultat	13
6.1	Produits du compte de résultat	14
6.1.1	Produits de tiers financeurs	14

7	Informations relatives à l'effectif	16
8	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	16
8.1	Honoraires des commissaires aux comptes	16
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	16
9.1	Engagements hors bilan	16
9.1.1	Engagements financiers	16

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« La Mission Locale du Bocage au Bessin organise et réalise, en direction des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire des actions d'accueil, d'orientation et d'accompagnement dans les domaines de l'emploi, de la formation, de la citoyenneté et de la vie quotidienne.

Elle apporte un soutien à chacun dans la construction de son parcours de qualification et d'insertion professionnelle et sociales.

Elle remplit ainsi une mission de service public, partagée entre l'Etat, la Région, le Département et les autres Collectivités Territoriales (Communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunales).

Elle conçoit ses initiatives, ses projets et ses actions en fonction des contextes locaux, avec la volonté d'une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

La Mission Locale du Bocage au Bessin favorise ainsi la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociales, et contribue à l'élaboration et la mise en œuvre dans sa zone de compétence d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

La Mission Locale est un outil de coordination et d'animation entre les différents acteurs et financeurs, public et privés (Collectivités territoriales, Administrations, Organismes publics, Associations, Acteurs économiques et sociaux, ...), concernés par les problèmes de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes du Bocage au Bessin. Du fait de sa spécificité et de son histoire, l'association peut être amenée, sur décision de son conseil d'administration, à ouvrir des services annexes ou à développer de nouveaux services ouverts à un public élargi.

Pour satisfaire à l'objet énoncé et prendre en compte la diversité de ses territoires constitutifs, la mission locale pourra fonctionner en :

- Déconcentrant autant que possible ses initiatives,
- Suscitant des propositions issues de Groupes d'Initiatives Locales et/ou Groupes thématiques
- En assurant le secrétariat et l'animation de ces derniers »

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les territoires concernés par les activités ou missions sociales sont les suivants :

- Intercom de la Vire au Noireau
- Bayeux Intercom
- Isigny Omaha Intercom
- Pré Bocage Intercom

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler sur cet exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable sur cet exercice.

4.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 427 €			2 427 €
Immobilisations corporelles	713 684 €	9 334 €		723 018 €
Immobilisations financières	3 719 €			3 719 €
Total	719 830 €	9 334 €		729 164 €

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 426 €			2 426 €
Immobilisations corporelles	162 901 €	46 125 €		209 026 €
Total	165 327 €	46 125 €		211 452 €

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	100 %
Immobilisations corporelles	Linéaire	14 à 50%

5.1.3 Précisions sur d'autres créances

5.1.3.1 Subventions à recevoir

Les créances intègrent les subventions à recevoir suivantes :

- Etat : 96 090 € pour la formation, le fonctionnement et le financement du CEJ
- Action Logement : 936 €
- ARML action « bien dans sa tête » : 2 190 €
- Convention Proj'action : 92 487 €

5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice			Solde à la clôture
		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	
Fonds propres sans droit de reprise	171 317 €				171 317 €
Réserves	106 000 €		21 417 €		127 417 €
Report à nouveau	602 458 €	270 €		21 416 €	581 312 €
Excédent ou déficit de l'exercice	270 €	-270 €	78 169 €		78 169 €
TOTAL	880 045 €	0 €	99 586 €	21 416 €	958 215 €

5.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise				
Première situation nette établie	150 653 €			150 653 €
Autres apports sans droit de reprise	20 665 €			20 665 €

5.2.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

5.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Notre entité a choisi :

- De comptabiliser dès l'exercice d'octroi la totalité de la subvention en résultat exceptionnel

5.3 Fonds reportés et dédiés

5.3.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

5.3.1.1 Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
Subventions				
- Mobilité	1 139 €		1 139 €	0 €
- Parrainage	9 820 €			9 820 €
- CEJ	134 000 €	65 488 €	134 000 €	65 488 €
-Action logement		1 074 €		1 074 €
Total	144 959 €	66 562 €	135 139 €	76 382 €

5.4 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Rubriques	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions pour risques		3 500 €		3 500 €
Provisions pour PIDR	135 996 €		31 130 €	104 866 €
Total	135 996 €	3 500 €	31 130 €	108 366 €

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux d'indemnités de départ à la retraite.

La méthode retenue est **Méthode prospective** (Méthode des unités de crédit projetées)

Engagement de l'entreprise = (Salaire brut annuel / 12) * Nb de mois acquis au moment du départ * (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) * Taux de turnover * Taux de mortalité * Taux de progression salariale * Taux d'actualisation financière * Taux de charges sociales

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 3,30 % / 3,10 % en 2023,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 4% / 4 % en 2023,
- Taux de cotisations sociales pour les cadres : 46.54 % / 51.90 % en 2023,
- Taux de cotisations sociales pour les non-cadres : 43.70 % / 40.97 % en 2023.

Jusqu'en 2019, le taux utilisé pour le calcul du turn-over était unique (6.3 % pour 2019) quel que soit le statut du personnel concerné.

Depuis 2020, le taux retenu est affiné par statut et par tranche d'âge selon les données suivantes :

Statut	Tranche d'âge	Taux de turnover %/1 an
Cadre	de 0 à 19 ans	0
Cadre	de 20 à 29 ans	7
Cadre	de 30 à 39 ans	4
Cadre	de 40 à 49 ans	1
Cadre	de 50 à 59 ans	2
Cadre	de 60 à 69 ans	0
Employé	de 0 à 19 ans	0
Employé	de 20 à 29 ans	7
Employé	de 30 à 39 ans	4
Employé	de 40 à 49 ans	1
Employé	de 50 à 59 ans	2
Employé	de 60 à 69 ans	0

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

5.5 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Liquidité de l'actif			Dettes (b)	Degré d'exigibilité du passif			
	Montant brut	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an		Montant brut	Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Autres	194 888 €	194 888 €		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont : - à 1 an au maximum à l'origine				
Charges constatées d'avance	20 845 €	20 845 €		- à plus de 1 an à l'origine	203 922 €	9 135 €	37 875 €	156 912 €
				Emprunts et dettes financières divers	400 €	400 €		
				Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	41 332 €	41 332 €		
				Dettes fiscales et sociales	202 536 €	202 536 €		
				Produits constatés d'avance	70 066 €	70 066 €		
Total	226 725 €	226 725 €		Total	518 256 €	323 469 €	37 875 €	156 912 €
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	8 679 €			

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Produits de tiers financeurs

6.1.1.1 Concours publics et subventions d'exploitation

6.1.1.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Sont concernés les contributions Pôle Emploi et Etat pour la partie du financement correspondant au fonctionnement.

6.1.1.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Tous les autres financements sont des subventions d'exploitation.

7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	1
Employés	24
Total	25

8 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

8.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 681 €

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Engagements hors bilan

9.1.1 Engagements financiers

9.1.1.1 Crédit Mutuel - 2024

- Hypothèque de l'immeuble
- Nantissement de comptes à terme pour 150 000 €

**ASSOCIATION MISSION LOCALE DU
BOCAGE AU BESSIN**

Siège social : Espace Lumière – 4, Boulevard Sadi Carnot – 14 400 Bayeux

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d’approbation des comptes
de l’exercice clos le 31 décembre 2024

SAS SOFICOM AUDIT

Siège social : Péricentre III – 26, avenue de Thiès, 14 000 CAEN

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Caen

A l'assemblée générale de l'association Mission Locale du Bocage au Bessin,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1°) Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Caen, le 14 mai 2025

SOFICOM AUDIT SAS
Le commissaire aux comptes

Thierry LORIAUX
Le commissaire aux comptes

Signé numériquement par
Nitro Software Belgium NV
- Nitro Sign Premium avec
une tablette de signature
pour le compte de Thierry
LORIAUX
Date : 14/05/2025 10:45:20